

En Grèce, la démocratie et l'austérité l'ont toutes deux emporté

La victoire du non lors du référendum grec est l'acte politique courageux d'un peuple terrorisé par des élites européennes pressées. Mais le seul enjeu du vote était d'obtenir des concessions minimales dans une rigueur déjà décidée

PAR FILIPPA CHATZISTAVROU

Le grand non gagnant au référendum grec constitue d'abord un moment historique pour la démocratie. Face à la propagande féroce de la grande majorité des médias grecs, mais aussi de certains médias européens, et plus étonnamment encore de toute une caste d'intellectuels qui n'a cessé d'agiter le risque d'un retour à la drachme, les citoyens grecs n'ont pas lâché. Ils ont démonté une stratégie communicationnelle qui était basée sur le travestissement de l'enjeu : « On ne vote pas pour ou contre l'austérité, on vote pour ou contre l'euro et l'Union européenne. »

Face à l'Union européenne qui a pris en otage leurs finances, face à la peur que suscite un système bancaire à l'asphyxie, ils ont fait preuve d'une solidarité exemplaire, teintée de colère face à la grossièreté de la manœuvre. Le directoire des cinq présidents européens (ceux de la Commission européenne, de l'Eurogroupe, du Conseil européen, du Parlement européen et de la Banque centrale européenne, respectivement Jean-Claude Juncker, Jeroen Dijsselbloem, Donald Tusk, Martin Schulz et Mario Draghi) a également largement œuvré pour polariser artificiellement le débat et faire en sorte que l'euro-appartenance de la Grèce ou le retour à un éthno-populisme devienne l'enjeu majeur de ces

**LE RÉFÉRENDUM,
EN ACCÉLÉRANT
LA DÉCONFITURE
FINANCIÈRE
DES BANQUES, A
PARADOXALEMENT
AFFAIBLI
LE POUVOIR
DE NÉGOCIATION
DE LA GRÈCE**

derniers jours. La stratégie de la peur et de l'altération de la perception publique n'a pas fonctionné ; de ce point de vue, oui, la démocratie a gagné.

Cette victoire du non est sans aucun doute aussi une victoire politique pour Alexis Tsipras. Une victoire personnelle face aux dirigeants allemands, qui torpillant les chances d'un accord de dernière minute la semaine dernière, ont voulu employer la peur pour l'éliminer politiquement. Cette victoire confirme sa place au panthéon politique des leaders grecs et même européens.

Mais cette expression saine de la démocratie, n'aide en rien, loin de là, à faire aboutir la négociation en suspens entre la Grèce et ses créanciers/partenaires européens. L'épreuve du référendum, en accélérant la déconfiture financière des banques, a même paradoxalement affaibli le pouvoir de négociation de la Grèce, pressée maintenant par l'urgence d'une sortie du contrôle des capitaux qui menace de bloquer toute son économie.

NÉGOCIATION BIAISÉE

Le gouvernement Tsipras le sait bien. Dans tous les cas de figure, quel que soit le dosage de l'accord qui pourrait être conclu, le pays n'échappera pas à une nouvelle cure de mesures d'austérité. D'ailleurs, après une longue période de négociation biaisée, Alexis Tsipras et son équipe gouvernementale ont de fait entériné l'option de l'austérité. La dernière proposition de 47 pages déposée par le gouvernement grec début juin et immédiatement rejetée par ses créanciers en atteste. Le débat ne porte plus au final que sur la répartition de l'effort d'ajustement au sein de la société grecque.

Le non référendaire à l'austérité n'a pas finalement d'autre enjeu que d'obtenir quelques contreparties à une rigueur déjà actée. Mais les concessions qu'obtiendra éventuellement le gouvernement grec sur le terrain de la renégociation de la dette ou en faveur d'un plan de soutien à l'investissement n'auront au mieux qu'une portée symbolique. C'est donc un Tsipras désillusionné, bien

que largement renforcé par sa nouvelle légitimité populaire, et bien conscient qu'il a perdu en large partie la bataille de l'austérité imposée par la gouvernance disciplinaire européenne, qui va repartir à l'offensive dès lundi.

Or, les premières réactions des dirigeants européens – les déclarations de Martin Schulz et Jeroen Dijsselbloem notamment – montrent bien que l'UE reste en stratégie d'embuscade, invitant le gouvernement grec à prendre des nouvelles initiatives tout en regrettant le choix populaire. Les déclarations de M. Schulz, moins comme président du Parlement européen que comme représentant du directoire des cinq présidents, sont édifiantes. Le nouveau registre européen ne serait plus de négocier la conditionnalité des aides, mais celui de l'assistance humanitaire à un pays en perte. La crise référendaire annihilerait tout le chemin parcouru jusqu'ici dans la négociation. Et l'asphyxie bancaire et financière du pays déplacerait la discussion vers la définition d'un plan de secours.

La Grèce se retrouve in fine face à un énorme chantier où plusieurs combats doivent être menés de front : préserver la démocratie, faire face à son étranglement financier, combattre le népotisme larvé, moderniser et renforcer son Etat, préserver sa place d'Etat membre dans les instances européennes et défendre ses droits qui découlent de son appartenance juridique et politique dans la zone euro et l'UE. C'est probablement l'issue de ce dernier combat qui conditionne de façon décisive l'issue des autres ; car l'affrontement n'est pas juste d'ordre économique. Désormais, il s'agit d'une guerre identitaire basée sur le monétarisme : l'appartenance d'un Etat membre au système européen dépend de la volonté qu'il met à adopter les normes de l'austérité sous toutes ses facettes. ■



Filippa Chatzistavrou
est chercheuse à la
Fondation hellénique
pour la politique européenne
et étrangère (Eliamep).